



Conseil économique
et social

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.6/1995/3/Add.9
8 février 1995
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

COMMISSION DE LA CONDITION DE LA FEMME
Trente-neuvième session
New York, 15 mars-4 avril 1995
Point 5 de l'ordre du jour provisoire*

SUIVI DE L'APPLICATION DES STRATÉGIES PROSPECTIVES D'ACTION
DE NAIROBI POUR LA PROMOTION DE LA FEMME

Deuxième opération d'examen et d'évaluation de l'application
des Stratégies prospectives d'action de Nairobi
pour la promotion de la femme

Rapport du Secrétaire général

Additif

II. DOMAINES DE PRÉOCCUPATION ESSENTIELS

K. Manque de reconnaissance et de soutien en ce qui concerne
la contribution des femmes à la gestion des ressources
naturelles et à la sauvegarde de l'environnement

1. Dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme¹, le thème de l'environnement faisait l'objet d'un chapitre spécifique au titre de l'objectif "Développement". On s'y préoccupait des catastrophes naturelles ou causées par l'homme et de la dégradation de l'environnement qu'elles entraînent. On s'inquiétait du fait que cette dégradation privait de leurs moyens d'existence traditionnels un nombre croissant de femmes pauvres en milieu rural et urbain et les poussait vers des zones marginales, où elles se trouvaient en situation critique.

2. Le thème de l'environnement était également évoqué implicitement au titre des objectifs "Égalité" et "Paix". On constatait à cette occasion que les femmes jouaient un rôle d'intermédiaire entre le milieu naturel et la société dans des domaines tels que les systèmes agricoles, l'approvisionnement en eau, la fourniture d'énergie et l'assainissement, ainsi qu'en ce qui concerne la pression démographique. Toutefois, on estimait que l'absence de statistiques spécifiques à l'environnement et décomposées selon le sexe faisait obstacle à l'évaluation de la contribution et des besoins des femmes, comme le montrait l'exemple de la Révolution verte et de nombreuses réformes agraires qui n'avaient pas tenu compte de leur impact sur l'environnement ni du rôle des femmes productrices.

*E/CN.6/1995/1.

3. Pour atténuer les conséquences défavorables de la dégradation de l'environnement sur les femmes, tout en permettant à celles-ci d'accroître leur influence réelle et potentielle sur l'environnement, on proposait des actions visant à offrir des moyens de subsistance différents aux femmes touchées et à les inclure comme bénéficiaires et contributantes dans tous les programmes et projets axés sur la dégradation de l'environnement et la gestion des écosystèmes. Parmi ces actions, les principales consistaient à donner aux femmes une plus grande maîtrise sur des ressources telles que le sol, le capital et la technologie et sur le produit de leur travail, ainsi que le droit de bénéficier de la recherche, de la formation et du crédit dans le domaine agricole.

4. Les gouvernements étaient également invités à faire participer les femmes aux décisions prises à tous les niveaux concernant la planification et l'application des programmes. Il fallait améliorer les conditions sanitaires, et notamment l'approvisionnement en eau potable. Et il importait d'évaluer l'effet des politiques, programmes et projets sur l'environnement en ce qui concerne la santé et les activités des femmes, et de rectifier les erreurs de gestion au cas où des effets défavorables étaient mis en évidence.

5. À l'occasion de la première opération d'examen et d'évaluation des Stratégies prospectives d'action de Nairobi, on a remarqué que le thème de l'environnement était l'un des moins mentionnés dans les réponses des gouvernements. En revanche, des domaines tels que l'agriculture, le développement rural et l'approvisionnement en eau et en énergie étaient abondamment traités. De nombreux pays en développement voyaient un lien direct entre les macromodèles de développement et la dégradation de l'environnement, avec ses effets nuisibles sur la vie des femmes. Dans ce contexte, ils associaient le plus souvent le déboisement à l'exploitation forestière à grande échelle, à l'expansion agricole et à la surexploitation des terres agricoles plutôt qu'aux modes de survie à petite échelle.

6. Outre le rôle d'intermédiaire entre le milieu naturel et la société suggéré dans les Stratégies prospectives, la plupart des pays constataient que les femmes, en tant que gestionnaires, productrices et utilisatrices, étaient des agents actifs et essentiels de la conservation et de la sauvegarde des ressources naturelles. De nombreux pays estimaient que les traditions, les lois et les pratiques en matière d'héritage et le financement insuffisant des programmes axés sur les femmes privaient celles-ci de ressources, ce qui compromettait les possibilités et les occasions d'accroître et de renforcer leur effet bénéfique sur l'environnement.

7. Un autre facteur suggéré était que la majorité des programmes étaient encore axés sur de petits projets non viables à long terme, souvent séparés des principaux projets de développement et censés répondre en outre au besoin de moyens de subsistance différents mais durables.

8. Par contre, on s'inquiétait en 1990 du manque de mécanismes nationaux spécifiquement destinés aux questions écologiques, qui fassent une place spéciale aux femmes en tant que planificatrices, contributantes et décideuses dans le domaine de l'environnement.

9. Dans certains pays en développement, pour accroître la fourniture énergétique aux foyers pauvres et ruraux, des centres de démonstration proposaient aux femmes des cours sur la conservation de l'énergie et les énergies de substitution.

1. Considérations générales

10. Dans de nombreux rapports présentés pour l'opération d'examen et d'évaluation des Stratégies prospectives d'action de Nairobi pour la promotion de la femme de 1994, l'environnement est considéré comme un sujet de

/...

préoccupation nouveau et important, et l'on reconnaît le rôle de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED) dans cette prise de conscience. Bon nombre de rapports nationaux de toutes les régions traitent spécifiquement de la question, tandis que d'autres y font allusion. Cette évolution traduit une prise de conscience grandissante de l'importance des femmes dans les questions qui touchent à l'environnement.

11. Certains pays signalent l'existence d'un mécanisme national spécifique pour l'environnement, généralement mis en place au cours des cinq années précédentes en vue de préparer et d'exécuter Action 21², tandis que d'autres mentionnent leur intérêt pour ce document international.

12. D'une façon générale, on reconnaît que les femmes sont touchées de manière spécifique par la dégradation de l'environnement, mais qu'il faut aussi mieux évaluer leur pratique et leur savoir concernant les questions d'environnement.

13. Certains pays déclarent que le mouvement des femmes a fortement influencé les débats sur le développement durable, avant et après la CNUED, et que l'environnement jouit d'une plus grande priorité dans l'ordre du jour social grâce aux associations et aux organisations non gouvernementales féminines. On souligne aussi le rôle de ces associations et organisations, mais plutôt comme groupes de pression que comme partenaires dans le mécanisme national.

14. Les liens entre les rôles sociaux des femmes et des hommes et l'environnement sont jugé complexes par la majorité des pays qui traitent de la question, et sont généralement abordés sans l'appui de données décomposées selon le sexe, ce qui permet difficilement d'apprécier l'évolution de la condition des femmes par rapport à celle des hommes.

15. Très peu d'informations sont données quant aux programmes et aux mécanismes mondiaux créés depuis la Conférence de Rio et à leur influence sur les femmes ou aux liens entre la dégradation de l'environnement, la qualité de vie des femmes et, par exemple, les pratiques des grandes entreprises. Les rapports nationaux qui envisagent l'environnement comme un domaine d'action spécifique énoncent une longue liste de sujets. Mais, outre le rôle des femmes dans des domaines tels que l'eau et l'énergie et les effets de l'environnement sur leur santé par exemple, les pays ne suivent pas tous la même ligne, ce qui montre que l'interprétation varie quant à ce qui constitue un thème écologique. Ces variations tendent aussi à montrer que le système des Nations Unies doit déployer des efforts plus systématiques au niveau international pour définir et diffuser un ensemble de normes, de domaines de préoccupation, de perspectives et de propositions d'indicateurs.

16. Même si l'on reconnaît que les associations et les organisations non gouvernementales féminines prennent une part croissante et toujours plus visible dans la gestion et le suivi des programmes écologiques, on note une faiblesse institutionnelle entre les organisations féminines et le mécanisme de l'État en matière d'environnement.

17. L'importance de la pratique des femmes en ce qui concerne les soins de santé, les systèmes agricoles, les cultures agricoles, la transformation des aliments, l'exploitation des ressources forestières, l'approvisionnement en énergie et en eau et l'assainissement est de plus en plus reconnue au niveau mondial. Toutefois, peu d'efforts ont été faits pour remédier à la sous-représentation des femmes dans les institutions gouvernementales qui s'occupent de ces questions. Certains pays font savoir qu'il y a davantage de femmes dans le mécanisme national chargé directement des questions d'environnement, mais les femmes sont beaucoup moins bien représentées à la haute direction des départements et des ministères dans des domaines tels que l'écologie, la pêche, l'exploitation forestière, le développement rural, l'agriculture, l'eau, l'énergie, l'assainissement et l'habitat. Les légers progrès accomplis dans certains pays et certains domaines sont jugés

/...

insuffisants pour compenser les inégalités à long terme qui caractérisent le partage du pouvoir et des décisions entre femmes et hommes. Certains gouvernements indiquent que le fardeau domestique et les valeurs traditionnelles qui soutiennent la condition masculine nuisent à un réel partage du pouvoir avec les femmes.

18. La question de la santé des femmes en rapport avec l'environnement est abordée, et l'on souligne les dégâts causés par les produits chimiques et la pollution aux fonctions reproductives des femmes et par les substances radioactives au lait maternel. Selon certaines études épidémiologiques, il y aurait un lien entre le cancer du sein et des pesticides organochlorés tels que le DDT. On pense que l'exposition à des substances toxiques telles que les pesticides, le plomb et les radiations pourrait causer une infécondité chez les hommes et une stérilité chez les femmes.

2. Tendances régionales

a. Pays en développement

19. La plupart des pays en développement expriment leur intérêt pour l'environnement, ce qui montre qu'ils sont conscients de son importance et du rôle central des femmes dans une tendance récente mais grandissante qui a été stimulée par l'intervention des associations féminines, des organisations non gouvernementales et des organismes internationaux et par le processus d'Action 21.

20. La plupart des rapports nationaux évoquent clairement la gravité de la situation écologique et ses répercussions sur les femmes. Ainsi, les témoignages sur la façon dont les femmes africaines souffrent plus que les hommes de l'équilibre précaire entre la fragilité des ressources naturelles et la densité de la population sont courants.

21. Certains pays pensent que, dans les pays en développement, où les ressources naturelles jouent un rôle essentiel et où les autres moyens de subsistance et les services sont inexistant, la pauvreté est étroitement liée à la mauvaise gestion de ces ressources, qui provoque une dégradation de l'environnement. Pour les femmes, cette dégradation entraîne un alourdissement des corvées domestiques et des autres activités liées à la reproduction. Dans ces pays, ce sont généralement les femmes et les filles qui vont chercher l'eau pour la famille, parcourant jusqu'à 30 kilomètres par jour dans certaines zones rurales, comme l'indique le rapport d'un pays du Sahel. Elles vont aussi souvent chercher le bois. La qualité de l'environnement – sol, eau et sources d'énergie – influe sur les tâches journalières des femmes. Il faut du temps et de l'énergie pour faire quotidiennement le parcours aller et retour vers la rivière et les autres points d'eau.

22. Selon d'autres rapports nationaux, la disparition des moyens traditionnels de subsistance tels que le ramassage du bois n'est pas aussi étroitement liée aux stratégies de survie des populations pauvres. La dégradation de l'environnement est plutôt exacerbée par l'emploi d'engrais et de techniques agressives par les entreprises commerciales et les industries rurales. La contamination de l'eau, la désertification et le déboisement causés par le mode d'utilisation du sol des grandes entreprises privées altèrent la qualité de vie des familles rurales et provoquent un exode vers la ville dans différentes régions. On reconnaît que l'État doit promulguer des lois et des réglementations pour mettre un frein à ces pratiques. En Asie, de nombreux rapports nationaux soulignent que des millions de familles souffrent en raison du recul des terres labourables, de l'érosion, de la conversion des terres, du déboisement et d'autres calamités naturelles ou induites par l'homme, et que les femmes en particulier paient le coût social du déplacement et de l'exode grandissant. Ils expriment aussi la nécessité d'adopter des lois sur la protection de l'environnement, de dispenser une formation en écologie, de

/...

favoriser la production de biogaz et d'énergie solaire, de mener des campagnes de plantation d'arbres, d'herbe et de fleurs, d'investir dans la conservation de l'énergie et les techniques inoffensives pour l'environnement, et de mettre en oeuvre des programmes pour alléger la pression démographique sur les terres. Pauvreté et consumérisme font partie des phénomènes extrêmes désignés comme des causes fondamentales de la dégradation de l'environnement. Certains gouvernements estiment aussi qu'il faut adopter un nouveau paradigme du développement.

23. On rend hommage aux femmes, notamment les femmes autochtones d'Amérique latine et des Caraïbes, en tant que conservatrices du milieu naturel, car elles ont des connaissances techniques qui ne nuisent pas à l'environnement. On reconnaît aussi que les chercheurs doivent tirer parti de ces connaissances et en favoriser l'application.

24. Dans de nombreux pays d'Afrique, la population rurale, qui représente plus de 70 % de la population totale, se caractérise par un fort absentéisme masculin, de sorte que les femmes voient leur fardeau s'alourdir dans le domaine de la culture et de l'élevage, en plus de leurs tâches traditionnelles de mères, pourvoyeuses d'eau, de combustible et de nourriture, femmes au foyer, commerçantes et soignantes.

25. En milieu urbain, les grands problèmes écologiques mentionnés dans de nombreux rapports nationaux ont trait à la médiocrité ou à l'inexistence des systèmes d'assainissement. Les services d'assainissement, lorsqu'ils existent, sont assurés par les femmes, qui convoient l'eau et le combustible.

26. En dépit de la part active qu'elles prennent à la gestion et à la création de l'environnement urbain et rural, les femmes n'ont pas l'autorité nécessaire pour décider de l'utilisation du sol, inventer d'autres moyens de subsistance et contribuer à la mise en valeur de l'environnement. Elles souffrent toujours d'une discrimination quant à l'accès et au contrôle des terres et des biens en général, même si la législation a beaucoup changé. Dans bien des pays, les femmes chefs de ménage ou les femmes célibataires n'ont pas accès à la terre, qui revient habituellement à l'homme du ménage. Dans certains pays d'Afrique, lorsque le ménage est dirigé par une femme, le parent masculin le plus proche et le plus âgé est invité à présenter la demande pour le compte non pas de la femme mais de l'héritier mâle.

27. Dans certains rapports, la sécurité alimentaire constitue aussi un élément fondamental du débat sur l'environnement. Bien que reconnues comme étant les premières productrices de la nourriture destinée à la consommation locale, les femmes n'ont pas le pouvoir de décider de l'utilisation des terres, ni les moyens d'en accroître la productivité. La majorité des gouvernements reconnaissent qu'en plus des obstacles juridiques qui empêchent les femmes de posséder des terres, il y a des obstacles concrets, parmi lesquels les valeurs traditionnelles et la pauvreté liée à la méconnaissance de ses droits. Un pays indique que 15 % seulement des femmes rurales sont propriétaires de la terre qu'elles cultivent. Selon les études présentées dans plusieurs rapports nationaux, les réformes agraires adoptées par certains pays ne bénéficient pas aux femmes, car il n'y a pas de mécanismes ni d'instruments nationaux destinés à remédier aux inégalités. Dans un pays en développement, alors que les femmes peuvent accéder à la terre et en être propriétaires grâce à des programmes de réforme agraire, 90,2 % des terres restent sous le contrôle des hommes.

28. Outre la difficulté d'accéder aux biens, l'impossibilité d'emprunter est considérée comme l'un des obstacles fondamentaux à la promotion économique des femmes en milieu rural dans la plupart des pays en développement. Les raisons invoquées en la matière sont l'absence d'institutions financières en zone rurale, l'absence de garanties, le manque d'informations sur les sources de crédit, et les inhibitions et préjugés culturels. Un pays d'Afrique estime que les femmes rurales ne constituent pas plus de 10 % des emprunteurs. Même

/...

lorsque des programmes spéciaux ont été mis sur pied pour permettre aux femmes d'emprunter, le nombre de productrices ayant accès au crédit est très faible dans les zones rurales. De nombreux pays en développement indiquent que la principale source de crédit pour les personnes qui ont absolument besoin d'argent est l'usurier du village. Les femmes et les hommes qui doivent recourir à ce type d'emprunt paient des intérêts élevés.

29. On observe que la division sexuelle est courante en ce qui concerne les ressources naturelles et que les femmes ont tendance à être cantonnées dans des domaines moins productifs, plus touchés par les problèmes écologiques. La répartition du pouvoir entre hommes et femmes se reflète dans la répartition inégale des terres. Les femmes tendent à cultiver les terres les plus menacées et les moins productives. Selon un rapport national, lorsqu'une réforme agraire a été mise en place à la fin des années 80, les hommes ont obtenu 73 % des terres sèches et 83 % des terres irriguées.

30. Selon plusieurs gouvernements, pour acquérir des techniques qui ne nuisent pas à l'environnement, il faut des facilités de crédit dont ne disposent pas les femmes rurales. Un gouvernement de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes indique à cet égard qu'il a tenté de mettre en place des programmes de crédit pour permettre aux femmes de se doter de ce type de techniques, mais que les résultats ont été médiocres et que moins de 15 % des femmes en ont bénéficié.

31. En Asie, les stratégies de développement axées sur la modernisation de l'agriculture commencent lentement à agir sur la division traditionnelle des rôles dans les zones rurales. Le fumier, traditionnellement porté par les femmes ou transporté à dos de poney, commence maintenant à être acheminé grâce à des moyens mécaniques. Des instruments permettent de réduire considérablement la corvée du désherbage, souvent réservée aux femmes, dans les rizières gorgées d'eau. Pour certains pays, la modernisation a tendance à réduire l'emploi rémunéré des femmes en zone rurale, tout en augmentant leur travail non rémunéré dans les exploitations familiales. Un gouvernement signale ainsi que les méthodes agricoles actuelles, notamment l'utilisation croissante de pesticides, déplacent de nombreuses femmes et réduisent la main-d'oeuvre par hectare.

32. La participation des femmes aux activités agricoles n'apparaît pas encore assez dans les statistiques officielles. Plusieurs gouvernements, tout en reconnaissant le rôle important des femmes dans la survie de la famille en zone rurale, ne reconnaissent pas leur contribution à l'économie nationale. Cette méconnaissance est attribuée au fait que les indicateurs économiques officiels ne tiennent pas compte du sexe.

33. Les services de vulgarisation agricole s'adressent généralement aux hommes qui s'occupent des cultures de rendement. Dans de nombreux pays, les femmes sont peu nombreuses à y avoir accès, alors qu'elles ont en charge l'essentiel des cultures vivrières nécessaires à l'alimentation du ménage. Dans certains pays, la vulgarisation porte sur les tâches d'économie domestique et non sur les techniques de production ou de commercialisation. On pourrait croire, d'après les programmes, que les femmes ne participent pas à la production agricole et n'ont pas besoin d'informations techniques. La majorité des vulgarisateurs sont des hommes. Leurs interventions auprès des agricultrices sont limitées par des barrières culturelles. L'alphabétisation des femmes est principalement axée sur des sujets tels que l'économie domestique, la nutrition et la préparation des aliments. Dans la vulgarisation en milieu rural, on part couramment du principe que les femmes sont avant tout des ménagères et n'ont pas besoin de formation ni d'informations sur les travaux agricoles. Dans les instituts de formation, le nombre d'enseignantes formées aux questions agricoles est très faible.

/...

34. Dans de nombreux rapports, on indique que, depuis le début des années 90, il y a davantage de femmes aux postes de décision dans les départements qui s'occupent de l'environnement ou de l'agriculture ou dans les ministères tels que ceux du développement des collectivités et de l'agriculture. Toutefois, dans bon nombre de pays, les ministères chargés par exemple de l'eau, de l'assainissement ou de l'énergie n'ont pas de mécanisme spécifiquement axé sur le rôle des femmes dans ces domaines. De même, le ministère du logement dans plusieurs pays ne peut répondre facilement aux besoins des ménages dirigés par des femmes, car celles-ci ont des revenus limités et se heurtent à des barrières juridiques pour acquérir des terres. La plupart des gouvernements constatent que les femmes, en dépit de leurs responsabilités traditionnelles dans les zones rurales et urbaines pauvres et de leur connaissance des questions d'environnement, sont insuffisamment représentées aux postes de décision du mécanisme national. Ils constatent aussi que le rôle joué par les femmes dans la prise en charge de l'habitat en milieu urbain et rural est méconnu. L'importance des connaissances des femmes concernant la sécurité alimentaire n'est pas encore intégrée à la planification du développement ni à l'exécution des projets.

35. Il n'est pas rare que le ministère de l'agriculture ait un bureau chargé des femmes. En Afrique, dans les pays où les organisations féminines sont puissantes au niveau national, le mécanisme national chargé des femmes comprend aussi une antenne au ministère de l'agriculture.

36. On note un décalage important entre les femmes et les hommes dans le choix des carrières. Les femmes ne représentent qu'une petite proportion des étudiants qui suivent un enseignement professionnel en agriculture. Toutefois, un gouvernement d'Afrique fait savoir qu'au niveau universitaire, les inscriptions féminines en médecine et en science alimentaire sont passées respectivement de 20 % et 13 % en 1988 à 28 % et 40 % en 1991. Dans la plupart des pays en développement, le niveau d'études des femmes a augmenté au cours de la décennie. Malgré tout, les femmes restent sous-représentées dans les sciences qui ont à avoir avec l'environnement telles que l'agronomie, la médecine vétérinaire, la biologie, l'écologie et la santé.

37. De nombreuses associations féminines et organisations non gouvernementales internationales et nationales font porter leurs efforts sur les questions d'environnement. Dans bon nombre de pays, elles coopèrent directement avec le gouvernement. Les organisations non gouvernementales s'occupent de la protection de l'environnement et sensibilisent le public à l'écologie; elles mettent au point des dispositifs d'économie d'énergie et des systèmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement qu'elles font connaître au public; et elles encouragent la plantation d'arbres. L'un des obstacles à leur efficacité en Afrique est qu'elles ne peuvent offrir leurs services que tant qu'elles disposent de ressources.

38. Pour de nombreuses femmes des pays en développement, les forêts sont un moyen essentiel de survie. Or, bien qu'elles en tirent de la nourriture, des fruits et des feuilles à consommer ou à commercialiser, elles sont généralement sous-représentées dans les projets de conservation des forêts. Certains gouvernements signalent une prise de conscience progressive du rôle des femmes dans l'aménagement forestier et les énergies de remplacement. D'autres soulignent le rôle des femmes dans la gestion des ressources forestières, notamment en ce qui concerne les plantes comestibles et médicinales, et jugent que les connaissances traditionnelles des femmes – notamment autochtones – dans ce domaine méritent une plus grande place dans les programmes nationaux de développement.

b) Pays développés

39. Peu de pays développés donnent des informations sur l'environnement en soi. Certains mentionnent cependant sous d'autres rubriques des domaines qui

/...

s'y rapportent, et la majorité expriment au moins un certain intérêt pour la question du développement durable.

40. Dans les pays développés d'Amérique du Nord et d'Europe, on souligne que le niveau d'études des femmes a progressé au cours des 10 dernières années. Toutefois, la proportion de femmes qui font des études dans certains domaines stratégiques pour l'environnement tels que les sciences et les techniques reste souvent inférieure à celle des hommes. Comme mesure positive, certains gouvernements signalent qu'ils commencent à appliquer une stratégie visant à accroître la proportion des jeunes filles et des femmes en mathématiques et dans les disciplines scientifiques et techniques.

41. Lorsqu'on étudie les ministères qui ont à voir avec l'environnement, on constate des relations de pouvoir inégales, bien que d'importantes mesures aient été prises récemment pour augmenter la représentation des femmes aux postes de décision. Quelques pays déclarent que des femmes occupent des postes stratégiques en matière d'environnement, par exemple au ministère de l'agriculture et de la pêche, et que ces nominations ont eu des résultats positifs. Ainsi, un pays a nommé une femme à un poste élevé dans un ministère ayant à voir avec l'environnement. À la suite de cela, ce ministère a lancé des campagnes, des projets et des programmes de soutien financier prévoyant par exemple des subventions à la création de nouvelles entreprises agricoles et à la mise en place de programmes de formation, qui ont été très efficaces pour recruter des jeunes femmes dans le secteur agricole. Toutefois, la situation reste décevante en ce qui concerne l'accès des femmes aux postes de décision dans le domaine de l'environnement.

42. Dans les économies en transition, on note la même préoccupation, à savoir que les femmes ne participent pas équitablement aux nouveaux processus décisionnels. On trouve toutefois des femmes à des postes élevés dans certains pays, dans des domaines qui ont trait à l'agriculture et à l'environnement. Il y a ainsi une femme ministre de la santé, une femme ministre de l'environnement et de l'urbanisme et des femmes hauts fonctionnaires chargées des questions d'environnement ainsi que certaines dans les ministères de la science et de la technologie. Il y a aussi des groupes de femmes chargés des questions écologiques au sein des partis politiques.

43. Les gouvernements de la région sont conscients des problèmes spécifiques aux femmes rurales et signalent qu'ils s'en préoccupent. Un pays déclare qu'en plus de services tels que les garderies et les transports, il prend actuellement des mesures pour permettre aux femmes rurales de bénéficier des possibilités offertes par les nouvelles technologies, par exemple en ce qui concerne le travail à domicile. Toutefois, différents pays admettent qu'il faut faire plus pour répondre aux besoins des femmes en zone rurale.

44. Dans de nombreux pays en transition, le secteur alimentaire joue un rôle important. Dans l'un d'eux, à peu près les deux tiers des travailleurs du secteur agricole sont des femmes. Certains pays indiquent qu'au cours des années 90 l'exode rural a augmenté parmi les femmes, ce qui a accéléré le vieillissement de la population rurale. On signale aussi que les exploitantes agricoles sont généralement moins instruites que leurs homologues masculins et que les femmes âgées sont plus tributaires des infrastructures rurales. De plus, le matériel est dépassé et le travail est physiquement pénible. On note aussi que les exploitations dirigées par des femmes sont plus petites que celles des hommes.

45. Les causes fondamentales des difficultés de la vie rurale citées par les femmes dans les pays en transition sont le sous-développement des réseaux commerciaux, en dépit des progrès enregistrés depuis 1989, ainsi que la médiocrité des services de santé, d'éducation, de transports, de téléphone et d'énergie et le retard culturel.

/...

46. Toutefois, dans les pays en transition, les femmes ont autant accès que les hommes au crédit et, dans l'un d'eux, les mères célibataires peuvent emprunter à des conditions privilégiées. Mais, bien qu'aucun obstacle juridique n'empêche les femmes de posséder des terres, des capitaux ou d'autres moyens de production, on reconnaît qu'il peut en aller autrement dans la réalité. Il n'existe pas de données décomposées selon le sexe sur la propriété des terres, des biens immobiliers et des autres facteurs de production.

47. Dans certains pays développés, la production vivrière reste pour de nombreuses femmes un moyen essentiel de subsistance; toutefois, comme le mentionne un pays, la majorité des femmes du secteur agricole sont des travailleuses familiales non rémunérées.

48. Dans les pays développés, femmes et hommes ont généralement des droits égaux en matière d'héritage. Toutefois, un pays signale une discrimination contre les femmes en ce qui concerne les entreprises agricoles : la propriété du défunt va d'abord aux fils. Cette disposition, qui a été prévue pour empêcher la dispersion des terres agricoles, est néanmoins en contradiction avec d'autres dispositions légales, comme le notent les groupes de femmes qui ont participé à l'élaboration du rapport de ce pays. Dans le même pays, on déclare que les travailleuses du secteur agricole sont défavorisées. La loi prévoit un système de sécurité sociale volontaire pour les travailleurs agricoles indépendants, mais elle exclut des prestations les travailleuses agricoles qui ne sont pas chefs de ménage et celles qui travaillent habituellement comme auxiliaires familiales non rémunérées.

49. En matière d'urbanisation et de sécurité de l'environnement, certains rapports des pays développés d'Amérique du Nord et d'Europe mentionnent des services qui ont une incidence sur la qualité de la vie en milieu urbain, par exemple dans les domaines suivants : pollution de l'air; eau potable; assainissement; transports; lutte contre la criminalité; aménagement de l'espace; conception des véhicules de transports en commun; besoins des personnes handicapées et de celles qui ont des nourrissons ou des petits enfants; et sécurité, santé et volume de travail des femmes.

50. Certains rapports nationaux s'attardent sur les conditions de logement. Un pays signale que les parents célibataires sont moins bien logés que le reste de la population et moins nombreux à être propriétaires de leur logement. Ils vivent souvent dans des logements médiocres ou surpeuplés, même si l'on constate depuis 10 ans une amélioration des conditions de logement de la population. Dans un rapport, on note qu'en général la politique du logement ne fait pas de différence entre les femmes et les hommes; lorsque les femmes ont des besoins particuliers, on en tient compte aux niveaux national et local. Dans les zones métropolitaines, les femmes chefs de famille sont généralement mieux représentées au sein des autorités locales ou des associations pour le logement.

51. Les rapports qui abordent les questions d'environnement mentionnent habituellement les normes de qualité de l'eau et les besoins en eau potable. Les femmes pauvres des zones urbaines et rurales sont désignées comme le groupe le plus mal loti dans ce domaine.

52. Un pays côtier d'Europe se dit préoccupé par l'absence de recherche, de mesures institutionnelles ou de programmes axés sur les femmes dans le secteur de la pêche.

53. Certains pays disent que la proportion des femmes dans le mécanisme national qui s'occupe directement des questions d'environnement a augmenté au cours des trois dernières années. Mais dans d'autres subsiste l'inégalité de pouvoir habituelle, c'est-à-dire la structure pyramidale où les femmes sont sous-représentées aux postes de haute direction, même si l'on ne cesse de leur rendre hommage comme protectrices naturelles de l'environnement, plus

/...

sensibilisées que les hommes à une morale de conservation de la nature et plus éprouvées par les activités nuisibles à l'environnement.

3. Mesures prises

a) Pays en développement

54. Les rapports nationaux énoncent divers projets jugés positifs en Afrique, en Asie et dans le Pacifique, et en Amérique latine et dans les Caraïbes. En général, les gouvernements disent reconnaître l'importance pour la promotion des femmes de la coopération internationale et des projets qui tiennent compte de l'environnement.

55. Pour aborder la question des femmes et de l'environnement, trois types de modèles ont été mis en place dans les différents pays : des programmes et projets intégrés dont les bénéficiaires sont des femmes et des hommes; des volets consacrés aux femmes dans les programmes et projets de développement; et des projets uniquement axés sur les femmes.

56. Certains pays mentionnent des plans relatifs à l'environnement et au développement durable qui s'adressent spécifiquement aux femmes. En général, les domaines visés sont l'agriculture, l'eau, l'énergie, les catastrophes naturelles et la sécurité alimentaire. Un nombre croissant de projets mentionnent les femmes comme bénéficiaires ou partenaires, notamment en ce qui concerne la production vivrière, la pêche et les énergies de remplacement.

57. De nombreux pays d'Afrique reconnaissent que la participation institutionnelle des femmes aux services d'approvisionnement en eau et d'assainissement reste faible au niveau communautaire. Dans la politique nationale de distribution d'eau qu'il a adoptée récemment, un gouvernement africain stipule que tous les comités villageois chargés de l'eau doivent comprendre six personnes, dont la moitié de femmes.

58. Certains rapports nationaux indiquent que, durant les années 80, la coopération internationale suivait une ligne selon laquelle les femmes étaient considérées comme bénéficiaires plus que comme partenaires du développement. D'autres signalent que, dans certains cas, les femmes étaient considérées uniquement dans leurs rôles de mères et de gardiennes du foyer. On fait observer que cette situation a changé au cours des années 90 et qu'une perspective nouvelle s'est fait jour dans les programmes et les projets. Les organismes donateurs tiennent compte de la parité des sexes et de l'environnement dans la formulation et la mise en oeuvre des projets et offrent une assistance technique pour que les politiques macro-économiques tiennent compte de cette parité au niveau national. Mais certains rapports indiquent aussi que la notion de parité des sexes et la place à lui accorder dans les plans de développement, notamment les plans relatifs à l'environnement, ne sont toujours pas clairement définies.

59. En Afrique, où la principale ressource énergétique est le bois, les organisations non gouvernementales et les associations féminines qui interviennent au niveau des communautés ont participé à de nombreuses initiatives visant à économiser ce combustible. La politique énergétique adoptée par un pays africain en 1991, qui mise sur la coopération des organisations non gouvernementales féminines et des organismes internationaux, privilégie les sources d'énergie renouvelables telles que le soleil, le vent, le biogaz et le gaz naturel, mais elle n'a pas donné grand résultat.

60. Le rôle des femmes dans la gestion de l'environnement, qui tient au fait qu'elles connaissent les sources d'énergie appropriées et non polluantes – elles savent notamment choisir le bois – est jugé essentiel. Un gouvernement investit dans la distribution de cuisines de conception différente et dans des programmes de reboisement et d'engrais organiques afin de modifier les

/...

relations entre la population et les ressources naturelles. Certains gouvernements africains encouragent les femmes à prendre conscience de la gestion des sols forestiers et des énergies de remplacement mais, en général, les programmes relatifs à l'environnement ne mentionnent pas les femmes à propos de la conservation. Pour freiner la demande d'énergie, plusieurs pays ont mis en place des programmes de cuisines améliorées, avec la participation d'organisations non gouvernementales féminines et d'organismes internationaux. Selon un rapport national, les cuisines améliorées permettent d'économiser jusqu'à 50 % du bois consommé. Les femmes participent activement à la planification et à la mise en oeuvre du programme, qui s'appuie sur un projet de communication destiné à sensibiliser la société au rôle qu'elles y jouent.

61. Le Sahel, mentionné dans les Stratégies prospectives d'action de Nairobi comme zone nécessitant une action, fait toujours l'objet d'une attention particulière aux niveaux national et international.

62. Plusieurs pays d'Afrique signalent la création de garderies en milieu rural, placées sous la responsabilité des organisations féminines locales, avec l'appui du gouvernement et de certains organismes internationaux. Ces garderies sont toutefois peu nombreuses et ont grand besoin d'un financement continu.

63. Plusieurs gouvernements indiquent que, dans les zones rurales, des organisations non gouvernementales mettent en oeuvre avec succès des programmes d'approvisionnement en eau pour les activités de production. D'autres aident les femmes à accéder facilement à des sources d'eau potable en milieu rural et urbain. Selon un gouvernement, 45 % de la population rurale et 75 % de la population urbaine bénéficieront du programme national de distribution d'eau d'ici la fin de la décennie.

64. Dans un rapport national, on mentionne le succès d'un programme d'auto-assistance qui vise à inculquer aux femmes des connaissances de base destinées à améliorer l'habitat, avec une orientation écologique. Ce programme populaire a touché 2 000 femmes, qui ont ensuite constitué des groupes pour poursuivre leurs activités, par exemple en créant des jardins communautaires. Plusieurs gouvernements africains indiquent que les programmes de sécurité alimentaire des ménages mis en place avec l'aide d'un organisme international ont été très bénéfiques aux femmes rurales.

65. Plusieurs projets sont signalés comme ayant beaucoup contribué à la promotion de la femme. Bon nombre d'entre eux visent à mettre en place des moyens de subsistance différents - création de revenus et stratégies de survie par exemple -, compte tenu de la pauvreté et des besoins extrêmes de certains groupes de femmes, tandis que d'autres sont spécifiquement axés sur la conservation de l'environnement. Ils sont complétés par une instruction et une formation. La majorité de ces projets bénéficient d'une coopération internationale.

66. Certains pays ont lancé à la fin des années 80 des projets dans les domaines suivants : création d'unités autonomes de pisciculture gérées par des hommes et des femmes et conçues pour régénérer les bassins hydrographiques; législation relative au crédit et à la terre, en faveur notamment des femmes qui travaillent dans l'agriculture; et formation technique dans les domaines de l'artisanat et de la conservation des aliments.

67. Certains gouvernements, s'appuyant sur une coopération internationale, appliquent des programmes et des politiques en faveur du développement durable, qui mettent l'accent sur l'agriculture biologique et la santé communautaire, avec participation de la population et prise en compte de la parité des sexes. Un de ces programmes porte sur le développement intégré d'une région montagneuse. Axé sur la production de café et l'exploitation forestière, il vise à décourager l'émigration et a bénéficié aux femmes en améliorant la

/...

distribution d'eau et d'électricité, ainsi que les services sociaux. Un pays met en oeuvre une politique nationale en faveur de l'environnement qui est axée sur les femmes rurales, et un autre mentionne que les femmes sont intégrées au programme national d'approvisionnement en eau et d'assainissement. Plusieurs pays procèdent à des recherches sur la parité des sexes et l'environnement dans les activités agricoles. Un pays mentionne un programme de recherche sur les conditions de vie et de travail des femmes dans la floriculture, et notamment sur les problèmes de santé et les difficultés des femmes autochtones.

68. Certains gouvernements citent la connaissance qu'ont les femmes autochtones des plantes, de la forêt et de la protection de l'environnement comme une richesse traditionnelle qui commence à être reconnue et soutenue par des projets de développement spécifiques. Mais on admet qu'il y a encore beaucoup à faire dans ce domaine.

69. Un pays insulaire d'Afrique signale l'importance d'un projet de production piscicole dirigé par des femmes, avec l'appui d'un organisme international. Toujours en Afrique, un réseau régional d'agricultrices travaille, avec le soutien d'un pays d'Europe, sur plusieurs projets locaux tels que la construction de services d'assainissement individuels et collectifs. De nombreux gouvernements ont mis en place des programmes d'exploitation forestière, avec des femmes pour s'occuper des pépinières et planter des arbres.

70. De nombreux rapports soulignent l'importance pour la promotion de la femme de la coopération internationale et des projets qui tiennent compte de l'environnement. Toutefois, on signale que, dans le domaine de l'environnement, l'essentiel du soutien accordé aux femmes par les bailleurs de fonds est allé à des microprojets portant sur la fourniture de facteurs de production, la formation et les facilités de crédit. Certains pays indiquent qu'une grande partie du soutien international aux programmes de promotion de la femme s'est fait sous forme de capital de départ. Une fois les fonds dépensés, ces programmes ont beaucoup de mal à survivre ou à se diffuser à d'autres régions du pays.

71. Certains pays d'Afrique mentionnent des programmes de développement destinés à atténuer le coût social des politiques d'ajustement structurel. Ces programmes donnent à la population rurale, et principalement aux femmes, des responsabilités dans la gestion des ressources naturelles.

72. Un gouvernement africain déclare que son plan de développement donne la priorité à la formation des agriculteurs et aux démonstrations qui leur sont faites sur la manière d'accroître le rendement de leurs exploitations et de construire des entrepôts rudimentaires sur place. Une attention spécifique sera portée aux femmes qui gèrent de petites exploitations.

73. Certains rapports nationaux mentionnent la participation de groupes locaux à des projets d'exploitation forestière, de fourniture d'énergie, de gestion de l'eau et de lutte contre la pollution en milieu urbain.

74. Un rapport mentionne un projet de technologies de substitution destiné à encourager les femmes à améliorer l'hygiène du milieu dans leur village. Ce projet consiste à moderniser la distribution d'eau et l'assainissement et à fournir des poêles à combustion efficace qui ne dégagent pas de fumée.

75. Un autre rapport signale l'organisation d'un système de coopératives de production visant à pratiquer des modes de culture différents, qui protègent le sol contre l'érosion et l'appauvrissement en substances nutritives.

76. Un gouvernement mentionne un projet destiné à aider les petits agriculteurs et les exploitants marginaux à accroître leur productivité. Ce

/...

projet comporte aussi un programme d'allégement de la pauvreté et prévoit des crédits agricoles, notamment pour les femmes.

77. Dans un autre pays, une agence de maîtrise des impacts sur l'environnement a été créée pour aider à la formulation de politiques de lutte contre la pollution, assurer la gestion des déchets dangereux et surveiller les activités qui ont un fort impact sur l'environnement.

78. Dans un autre encore, un projet est actuellement mis en oeuvre pour planter des arbres, construire des terrasses et régénérer des terres dégradées. Un autre projet, auquel ont participé des agricultrices, a permis de transformer une zone aride en terre fertile grâce au recyclage des déchets humains en engrais.

79. Parmi divers projets de développement destinés à bénéficier dans un avenir proche aux femmes et à l'environnement, certains gouvernements mentionnent ceux-ci : production et distribution d'engrais organiques, de biopesticides et de charbon de bois vert comme énergie de remplacement; promotion du recyclage; inclusion dans les programmes d'enseignement à tous les niveaux d'une sensibilisation à l'environnement compte tenu de la parité des sexes; logements pour les paysans pauvres – notamment les femmes chef de ménage –, les femmes en zone urbaine et les travailleuses migrantes; et construction de logements adéquats, avec eau potable, qui répondent au besoin d'un espace pratique et culturellement approprié pour faire la cuisine et s'occuper des enfants.

80. Certains gouvernements ont décidé de mettre en oeuvre un éventail de stratégies comportant notamment une formation et une sensibilisation à la parité des sexes dans les systèmes éducatifs scolaires et extrascolaires, par le biais de groupements communautaires et d'organisations non gouvernementales.

81. D'autres actions sont mentionnées telles que la promulgation d'une série de lois sur la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution atmosphérique. Des efforts sont faits pour dispenser une formation dans les lycées et les universités concernant la protection de l'environnement; la moitié des bénéficiaires de cette formation sont des femmes. Un gouvernement soutient différents instituts de recherche qui étudient tout un éventail de questions relatives à la science de l'environnement et aux écotechnologies. Les femmes sont signalées comme bénéficiant naturellement des efforts de protection de l'environnement menés par le pays. Dans un autre pays, pour réduire la pollution par les gaz toxiques et les scories qui résultent de la combustion du charbon – si important pour les ménages –, les femmes ont commencé à utiliser des briquettes de charbon et de nouveaux modèles de poêles. Des systèmes au biogaz et à l'énergie solaire permettent d'atténuer la pollution de l'air et d'alléger le travail des femmes.

b. Pays développés

82. À propos de la politique du logement, les rapports des pays développés indiquent que, par principe, les besoins particuliers des femmes défavorisées sont pris en considération. La législation sur le logement prévoit des mesures de protection pour les femmes enceintes et les familles. Dans un pays, l'institution qui s'occupe spécialement des droits des femmes au sein du mécanisme national a demandé que les fournisseurs de logements publics et privés tiennent compte des besoins des jeunes femmes qui prennent des congés pour s'occuper de leurs enfants, des femmes à faible revenu, des femmes âgées, des chefs de famille monoparentale, des épouses d'anciens combattants, etc.

83. Dans le domaine juridique, un pays mentionne le "droit de gérer", qui reconnaît le rôle important des femmes dans les associations de locataires. Dans les pays développés, la pollution atmosphérique, la qualité de l'air et celle de l'eau sont soumises à des réglementations. Dans son rapport sur la situation des femmes, un pays d'Amérique du Nord signale avoir adopté récemment

/...

des directives pour aider les organismes de santé à fixer des limites en matière de consommation de poisson, afin de protéger en particulier les femmes – notamment celles qui sont en âge de procréer – et les enfants contre les substances chimiques qui contaminent les poissons et les crustacés provenant de la pêche non commerciale en eau douce et dans les estuaires.

84. Certains gouvernements ont intégré à leurs politiques des propositions faites par des groupes de femmes en vue d'améliorer la qualité de la vie, l'habitat et l'environnement dans les établissements urbains. Dans quelques cas, les connaissances des femmes sont intégrées à la planification gouvernementale. Un pays d'Europe relate une expérience réussie d'intégration d'une "perspective féminine" dans la planification depuis 1985. Cette perspective sert de base aux décisions relatives à l'utilisation et à la protection des ressources et favorise la participation de tous les intéressés. Un schéma directeur municipal a été mis au point pour englober, au-delà de la planification physique et économique, la culture, l'école et l'environnement, en tenant compte des facteurs qui influent sur la vie quotidienne des femmes. Différents types de plans municipaux fondés sur la même méthode de participation ont été adoptés dans les secteurs de la pêche et de l'agriculture. Selon un rapport, une évolution a eu lieu dans le sens de valeurs plus "féminines", avec l'adoption d'une approche plus sensible et plus intégrée, qui tient davantage compte de la protection de l'environnement ainsi que des aspects pratiques de la vie quotidienne et de la diversité des idées. La perspective féminine commence à être intégrée dans les nouvelles entreprises. Mais, bien qu'on reconnaisse le succès de ce type de planification participative qui tient compte de la spécificité des sexes et de l'environnement, ce type d'expérience est limité à certaines petites municipalités et ne bénéficie qu'à un petit nombre de personnes.

85. Un autre pays présente un programme lancé en 1993 qui consiste à identifier les produits qui nuisent le moins à l'environnement afin d'aider les consommatrices à prendre des décisions éclairées. Le gouvernement de ce pays collabore aussi avec les compagnies électriques régionales pour élaborer un programme volontaire d'information sur l'efficacité énergétique des appareils électroménagers. Un autre pays a adopté une législation sur les pesticides et la sécurité alimentaire, en reconnaissant que, même si la législation fédérale ne vise pas spécifiquement les femmes, plusieurs réglementations ont un effet important sur les femmes et les enfants en raison de la division sexuelle persistante du travail et du pouvoir, les femmes s'occupant des achats alimentaires, de la préparation des aliments et, dans les zones rurales, de la production vivrière.

86. Un seul gouvernement indique que des informations sont diffusées sur les aspects des biotechnologies qui concernent la sécurité de l'environnement et sur les organismes génétiquement modifiés. Outre les campagnes, projets et programmes mis en oeuvre par les organisations non gouvernementales féminines, certains gouvernements mentionnent les activités suivantes du mouvement des femmes : création d'une université "verte", recherche et diffusion de connaissances sur l'environnement, et organisation d'une année de l'environnement en Europe.

87. Dans un pays, on estime que les organisations féminines ont joué un rôle actif dans le référendum qui a abouti au refus du nucléaire. La portée du mouvement des femmes contre les catastrophes écologiques s'est également élargie aux actions de protestation et de prévention de ces catastrophes dans leurs rapports avec le pouvoir économique, par exemple en ce qui concerne l'utilisation des substances chimiques toxiques et des déchets dangereux par les entreprises et le gouvernement. Une usine de fabrication de pesticides a été fermée à la suite d'un référendum. Quelques pays énumèrent des campagnes similaires qui ont porté leurs fruits.

/...

Notes

¹ Rapport de la Conférence mondiale chargée d'examiner et d'évaluer les résultats de la Décennie des Nations Unies pour la femme : égalité, développement et paix, Nairobi, 15-26 juillet 1985 (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.85.IV.10), chap. I, sect. A.

² Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 3-14 juin 1992 [A/CONF.151/26/Rev.1 (vol. I, vol. I/Corr. 1, vol. II, vol. III et vol. III/Corr.1)] (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et rectificatif), vol. I : Résolutions adoptées par la Conférence.
